



FSSSCT du Tarn – 4 décembre 2025

Déclaration liminaire – UNSA Éducation

Madame la Directrice Académique,

Monsieur le Secrétaire général

Mesdames et Messieurs les membres de la FSCT,

En ouverture de cette séance, l'UNSA Éducation souhaite rappeler son attachement à un dialogue social constructif et respectueux, au service des personnels et des élèves.

Le dialogue est un pilier de la pédagogie et la pédagogie est bien souvent décrite comme « l'art de la répétition ». Alors, au risque de se répéter, comme à chaque réunion de cette instance, l'UNSA Education redira que l'analyse des RSST met au jour l'état de plus en plus dégradé des conditions de travail des personnels dans nos écoles et nos établissements.

Lors de chaque GT préparatoire, lire des RSST ou écouter les agents raconter des violences physiques et verbales, infligées aux enseignants, AESH... dans le cadre de l'exercice de leurs missions devient la norme. L'UNSA Education ne peut accepter une telle dégradation des conditions de travail de tous. Une fois encore, nous tenons à rappeler que dans le Tarn comme ailleurs, tous les personnels d'éducation doivent pouvoir travailler dans des conditions sereines, avec des moyens adaptés. En peu de temps, le métier a profondément changé, il faut l'accepter et agir en conséquence.

Dans ces conditions d'exercice dégradées, l'inclusion scolaire sans moyens humains et matériels suffisants ne peut répondre aux besoins des élèves les plus fragiles. Les équipes sont condamnées à l'impuissance. Augmenter le taux d'encadrement et d'accompagnement des élèves n'est plus une urgence mais une nécessité. L'inclusion ne peut se réduire à un slogan ou un affichage ministériel : elle doit se traduire par des avancées concrètes et des moyens.

Dans ces conditions d'exercice dégradées, comment ne pas réaffirmer la nécessité de reconnaître et valoriser l'investissement des personnels et notamment des Agents de Prévention. Dans le 2D, il devient de plus en plus difficile de convaincre les personnels de s'engager dans cette mission. Et pour cause, la charge de travail et les missions des différents personnels de l'éducation se multiplient sans pour autant offrir de propositions de compensations. Le recours à la bonne volonté de chacun a ses limites et demander une reconnaissance indemnitaire et horaire pour un travail accompli n'est peut-être pas incongru !

Dans ces conditions d'exercice dégradées, comment ne pas s'inquiéter des effets concrets des nouvelles modalités d'indemnisation en cas d'arrêt maladie ordinaire tant sur l'aspect financier (jour de carence, rémunération à hauteur de 90 % des arrêts), que sur l'aspect médical (augmentation du nombre de collègues qui viendront travailler alors qu'ils sont malades.)

Dans ces conditions d'exercice dégradées, et ce malgré une note positive qu'apporte la construction du nouveau collège à Couffouleux, comment ne pas s'interroger sur l'impact possible de cette implantation en matière RH. L'UNSA Education restera vigilante afin de préserver la santé et la sécurité de tous les personnels.

Pour conclure, et signe que tous les territoires sont concernés, lors de la F3S ministérielle du 24 novembre dernier, l'Unsa Education a à nouveau alerté sur la nécessité d'une approche intégrée de la prévention primaire et sur le sujet majeur des RPS. Il est certain que l'insuffisance des effectifs en médecine de prévention est une réalité qui ne pourra pas s'améliorer rapidement de façon significative. En revanche, le ministère dispose pleinement des leviers nécessaires pour agir en prévention primaire, en repensant l'organisation, les conditions de travail et la qualité de vie au travail de manière à prévenir les situations à risque. Mais pour cela il faudrait un portage politique clair et fort.

Nous vous remercions de votre attention.